

**LES ÉPREUVES DU BEM ONT DÉBUTÉ HIER****Atmosphère sereine après les incidents du bac**

**Après l'examen de fin de cycle primaire et le baccalauréat, les épreuves du brevet d'enseignement moyen (BEM) ont démarré hier, clôturant ainsi les examens de fin d'année préparés pendant des mois par les élèves. Pour la première journée, l'examen s'est déroulé dans le calme, tranchant ainsi avec la situation d'anarchie qui a caractérisé la fin des épreuves du baccalauréat.**

**F-Zohra B. - Alger (Le Soir) -** C'est la dernière ligne droite pour le secteur de l'éducation qui boucle la série des examens de fin d'année avec les épreuves de l'examen de fin de cycle moyen. C'est hier que le coup d'envoi a été donné pour les 603 239 candidats qui passent l'examen sur le territoire national. Les collégiens ont rejoint les centres d'examen pour passer les épreuves d'arabe et de physique pour la matinée et l'éducation religieuse et éducation civique pour la séance de l'après-midi qui a débuté à 15 heures. En fin de matinée, les jeunes candidats, les premières émotions passées, ont exprimé leur satisfaction devant des sujets jugés «particulièrement abordables». Selon eux, le sujet d'arabe est «simple et

court» alors que celui de physique «un peu long mais facile à traiter». Sortis satisfaits donc de la première séance, les élèves ont estimé être prêts à poursuivre les épreuves enfin débarrassés du stress du premier jour. Les épreuves se poursuivront encore pour la journée de demain après les épreuves de mathématiques, d'anglais et d'histoire et de géographie sur lesquels composent aujourd'hui les collégiens.

C'est par ailleurs, à partir de la wilaya d'Oran et celle de Chlef, que Abdellatif Baba Ahmed a donné le coup d'envoi de l'examen du BEM. Il a déclaré que l'Office national des examens et concours (Onec) prendra les mesures qui s'imposent et que dicte la loi, après la finalisation de l'enquête



Photo : DR

lancée sur le terrain. Il écartera aussi la possibilité d'une deuxième session pour le bac 2013. M. Dellalou, président de la Fédération nationale des associations de parents d'élèves, a déclaré pour l'occasion que des propositions ont été présentées au pre-

mier responsable du secteur. «Nous avons discuté avec le ministre notamment concernant les incidents ayant émaillé l'examen du baccalauréat et il nous a assuré que des sanctions exemplaires seront prises à l'encontre des candidats ayant usé de violence,

ce, perturbé les épreuves et qui ont eu recours au copiage. Nous sommes satisfaits du moment que les sanctions sont ainsi ciblées et pas généralisées à l'ensemble des élèves des centres d'examen qui ont connu des perturbations», a déclaré M. Dellalou. Il précisera aussi que des enquêtes seront menées et concerneront aussi les personnes qui ont lancé des rumeurs sur les sujets du baccalauréat sur le réseau social Facebook. Pour les responsables du secteur de l'éducation, l'examen a pour objectif d'évaluer les connaissances et les compétences des élèves au terme du cycle primaire et de mettre en place aussi les critères de son admission au cycle dit post-obligatoire. Les résultats des épreuves du BEM seront proclamés selon le ministère de l'Éducation le 2 juillet.

Pour l'examen, 145 000 enseignants ont été mobilisés, dont 110 000 pour la surveillance et 35 000 pour la correction, répartis à travers 2 226 centres d'examen et 64 centres de correction.

F-Z.B.

**BÉJAÏA****Quinze étudiants arrêtés lors d'un rassemblement devant le tribunal**

Quinze étudiants ont été arrêtés hier, par les agents de l'ordre lors d'un rassemblement de protestation devant le siège du tribunal de Béjaïa, alors qu'ils protestaient contre la décision du juge d'instruction, lequel avait ordonné, jeudi dernier, le placement sous mandat de dépôt de quatre de leurs camarades pour «incitation à la violence et trouble à l'ordre public». Selon une source policière, l'intervention des forces de police hier, devant le siège du tribunal de Béjaïa, s'est soldée par l'arrestation de quinze étudiants, alors que d'autres ont réussi à prendre la fuite.

A. K.

**BABA AHMED : AU SUJET DE L'INCIDENT LORS DE L'ÉPREUVE DE PHILOSOPHIE****«Il n'y aura pas de deuxième session et le rachat n'était qu'une suggestion»**

**Venu hier à Oran pour donner le coup d'envoi à l'examen du BEM, le ministre de l'Éducation, Abdelatif Baba Ahmed, a déclaré : «Il n'y aura pas un deuxième examen de philosophie pour le bac 2013 et les résultats seront connus dès la deuxième semaine de juillet.» Faisant allusion aux nombreux incidents qui ont secoué la session 2013 des épreuves du baccalauréat, il se contentera de dire, sans donner trop de détails, que l'Office national des examens et des concours est en train de traiter l'affaire.**

Ce même office, faut-il le rappeler, a minimisé les incidents, par la voie de son secrétaire général, qui a assuré que «la situation a été amplifiée».

Pour rappel, de nombreux candidats avaient exigé la tenue d'un autre examen du baccalauréat pour l'épreuve de philosophie, car, ont-ils assuré, le sujet qu'on leur a donné à traiter n'a pas été étudié durant l'année. Cela a provoqué une véritable cacophonie dans bons nombres de salles d'examen où parfois, des candidats, munis d'armes blanches, ont semé la zizanie.

Par sa déclaration, le ministre de l'Éducation a ainsi donné raison au responsable de l'Onec, qui a parlé d'un sujet de philosophie abordable, et inclus dans le programme de l'année.

Concernant le rachat, le ministre précise «il s'agissait d'une suggestion qui est à l'étude au niveau du ministère».

Pour rappel, l'épreuve de philosophie pour la filière lettres du baccalauréat 2013, a donné lieu à un dérapage sans précédent au niveau de plusieurs centres d'examen où les candidats ont usé de violence et eu recours à la triche en groupe. Accompagnant le ministre hier, lors de sa visite, le président de la Fédération des parents d'élèves avait appelé à des sanctions ciblées pour ne pas pénaliser l'ensemble des élèves des centres d'examen concernés, considérant qu'il y avait des gens derrière ces dérapages, puisque dit-il, des dérapages ont éclaté dans certains centres d'examen bien avant la distribution des feuilles d'examen de philo.

Amel Bentolba

**HARRAOUBIA À PROPOS DE L'ÉQUIVALENCE «CLASSIQUE-LMD»****«Tous les diplômes sont nationaux»**

**Pour le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, qui s'exprimait hier, sur le refus catégorique des enseignants chercheurs du système classique d'une éventuelle équivalence entre le diplôme doctorat ès sciences et le doctorat 3<sup>e</sup> cycle LMD, «tous les diplômes ont un caractère national».**

Interrogé par la presse en marge de la visite d'inspection qui l'a conduit, hier, à la ville universitaire de Constantine, sur la pétition lancée en ligne par près de 5 000 signataires pour exprimer leur refus de l'«alignement du diplôme du système classique et le cycle LMD», Rachid Harraoubia n'a pas voulu s'étaler cette la question. Notons qu'un sit-in national auquel devaient prendre part des enseignants chercheurs et post-graduants du système classique est prévu aujourd'hui devant le ministère de tutelle.

Aussi laconique, Rachid Harraoubia, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, se conten-

tera de dire à ce sujet que «ces diplômes sont des diplômes nationaux. Il n'y a pas d'équivalence. Un diplôme national est un diplôme national».

Les enseignants chercheurs protestataires ont réclamé, dans un document diffusé jeudi dernier, des «précisions quant au statut du nouveau régime LMD» et exigé «la promulgation d'un décret fixant les équivalences entre diplôme classique et LMD en tenant compte des standards universels».

S'agissant de la ville universitaire de Constantine, la plus grande de l'Afrique du Nord, confié à un consortium chinois et dont les travaux accusent un grand retard par rapport aux délais de livraison



Photo : Samir Sid

contractuels, Rachid Harraoubia, qui visitait l'Ecole nationale supérieure de biotechnologie dira : «Les choses avancent très vite.

Toutes les mesures ont été prises pour recevoir les étudiants à la prochaine rentrée universitaire.» Aucune précision quant à la livrai-

son de la totalité du projet, dont au moins cinq facultés, un restaurant et plusieurs résidences devaient être fonctionnels l'année dernière, n'a été fournie par les responsables du projet.

Sur un autre chapitre, le ministre a présidé, dans la matinée, la séance inaugurale des assises nationales de biotechnologie organisées par le Centre de recherche en biotechnologie de Ali Mendjeli. Dans une brève allocution, Rachid Harraoubia a énuméré les grandes lignes du programme quinquennal en matière de recherche et de développement du secteur de la biotechnologie en Algérie. Selon le ministre, l'objectif attendu de ces assises, auxquelles ont pris part des enseignants, des chercheurs et des étudiants en biotechnologie, est «de définir les priorités nationales devant être prises dans l'élaboration du prochain programme quinquennal».

Farid Benzaid